

Commémoration des 50 otages à Nantes : des plaies mal refermées

22/10/2021 05:49

Nantes commémore ce 22 octobre le 80^e anniversaire de l'exécution de 50 otages en représailles contre l'assassinat, au matin du 20 octobre 1941, du lieutenant-colonel Karl Hotz. Un événement qui, à l'insu de la plupart des Nantais, alimente depuis lors de sourdes querelles entre clans politiques antagonistes. Leur seul point d'accord : les 50 otages étaient 48.

Hotz dirige les troupes d'occupation en Loire-Atlantique. Mais il ne bénéficie d'aucune protection particulière et il est ciblé par hasard. Gilbert Brustlein, qui l'abat de deux balles dans le dos, veut seulement s'en prendre à un officier allemand., quel qu'il soit. Le hasard est malheureux : Hotz, qui a séjourné plusieurs années à Nantes dans les années 1930 pour diriger les travaux de comblement de l'Erdre, y a gardé des relations et est notoirement francophile. Pendant des années, le bruit courra qu'il a en fait été éliminé par la Gestapo pour cette raison.

Pourtant, l'attentat est bien le fait de militants communistes. Depuis que l'Allemagne a mis fin au pacte germano-soviétique avec l'opération Barbarossa fin juin 1941, le Parti communiste français a rejoint la Résistance. Hotz est le deuxième officier allemand tué par ses militants. Von Stülpnagel, commandant des forces allemandes en France ordonne l'exécution de cinquante otages – des personnes déjà détenues pour garantir la sécurité des troupes allemandes. Cette pratique séculaire n'est pas encore formellement interdite par le droit de la guerre international à cette époque. Elle le sera par la convention de Genève en 1949.

Une césure au sein de la Résistance

Les communistes savent que l'assassinat de soldats allemands entraînera des représailles. Ils comptent sur celles-ci pour alimenter un cycle provocation/répression. (Les Allemands en sont conscients et évitent de faire du zèle, d'où l'exécution de « seulement » 48 hommes au lieu des cinquante exigés par les dirigeants.) Cette politique du pire n'est pas partagée par toute la Résistance. Car les résistants de la première heure capturés en raison de leurs activités clandestines, venus souvent de la droite nationaliste, sont les premiers menacés par les représailles. C'est ce qui se produit à Nantes : vingt et un résistants prisonniers, seize à Nantes et cinq au Mont-Valérien près de Paris, dont une dizaine de très jeunes gens, font partie des otages exécutés.

Mais les communistes n'échappent pas à la répression. Les vingt-sept autres fusillés se rattachent au Parti communiste. Ils sont emprisonnés au camp de Choisel à Châteaubriant. Ironie du sort, la plupart d'entre eux ont été arrêtés en 1940 par la police française pour des faits de propagande interdits depuis l'époque du pacte germano-soviétique. Après la guerre, le Parti communiste commémorera systématiquement « les 27 fusillés de Châteaubriant » de préférence aux 50 otages et s'efforcera toujours de privilégier « ses » martyrs.

Peut-être ce particularisme communiste reste-t-il à l'œuvre aujourd'hui, même si le P.C.F. ne représente plus grand chose. Comme chaque année, Nantes a pavoisé son Cours des 50 otages avec des bannières présentant chacune des victimes. Les bannières les plus en vue, aux deux extrémités du Cours, sont consacrées aux otages exécutés à Châteaubriant. Les otages nantais et ceux du Mont-Valérien sont plus discrètement placés au milieu du Cours.

Crédit photo : photo Breizh-info, droits réservés

[cc] [Breizh-info.com](https://www.breizh-info.com), 2021, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine